

Document-Cadre

sur l'intervention dans la coopération dans le droit à l'Alimentation avec approche genre



Auteur: Armonia Pérez Crosas
Avec la collaboration de la Marche Mondiale de Femmes

Barcelona, decembre de 2018

Avec le soutien de:



*Cette publication a été réalisée avec le soutien de l'Agence Catalane de Coopération au Développement (ACCD).
Le contenu de cette publication n'engage que son auteur et les organisations qui l'éditionent et ne reflète pas nécessairement l'opinion de l'ACCD*

1. INTRODUCTION ET OBJECTIFS DU DOCUMENT

1.1 OBJET D'ÉTUDE ET PORTÉE DU DOCUMENT

Le Document-Cadre sur l'intervention de la coopération dans le droit à l'Alimentation avec approche genre élaboré par la Xarxa de Consum Solidari (XCS) ainsi que la Marche Mondiale de Femmes (MMF) et plusieurs spécialistes a été menée dans le cadre du projet d'Éducation au Développement (EpD) «**Droit à l'alimentation et à la consommation critique avec approche genre**», financé par l'Agence Catalane de Coopération au Développement (ACCD) à l'appel à projets de 2017. L'objectif spécifique de ce projet est de «diffuser les principes et la situation du droit à l'alimentation dans le Sud avec approche genre parmi les agents de l'éducation, de la coopération et le monde associatif catalan».

L'objectif de ce document est d'analyser les causes de la pauvreté alimentaire avec approche genre et d'identifier les meilleures stratégies pour les combattre. Certaines de ces stratégies, menées par le mouvement féministe, ne se déroulent toujours de la même manière dans le Sud et le Nord, et d'autres fois, les luttes pour la justice alimentaire sont communes et globales.

Il convient de noter que ce Document-Cadre constitue un préalable à la recherche plus approfondie en cours qu'actuellement XCS est en train de réaliser dans le cadre d'un autre projet d'EpD intitulé "**Consommation critique, souveraineté alimentaire et féminisme**", financé par la Mairie de Barcelone à l'appel à projets de 2018.

1.2 JUSTIFICATIONS

XCS est une ONG spécialisée dans la consommation critique et le commerce équitable, qui coordonne ses travaux à cinq niveaux: coopération internationale, importation et distribution de produits du commerce équitable, coordination de groupes de consommation écologique, plaidoyer et sensibilisation politiques/EpD, incorporant l'approche genre dans son travail. Ces actions réalisent d'une part des espaces d'interrelation continue avec la population. De l'autre, elles créent des espaces de plaidoyer politique en face les institutions municipales, catalanes et étatiques.

Depuis 2009, XCS dispose d'une stratégie d'EpD mise à jour dans le document "**Consommation critique dès la souveraineté alimentaire. Stratégie pour l'éducation au développement 2015-2019**" (accessible à:

<http://xarxaconsum.org/es/ambitos-de-trabajo/educacion-para-el-desarrollo>. Cette stratégie soulève 2 principes stratégiques: A) Souveraineté alimentaire, consommation critique et commerce équitable; et B) consommation critique et équité de genre.

Et 3 lignes d'action:

1. EpD avec plaidoyer politique - Dans cette ligne, XCS définit quatre types d'intervention:
 - A) Formation et débat, avec l'organisation de conférences, séminaires, causeries et cours, l'objectif est de créer un débat et d'informer/former les agents du secteur (organisations, institutions et leurs techniciens, responsables et bénévoles);
 - B) Recherche et publication sur la consommation alimentaire et ses problèmes (il convient de noter que XCS est devenue une référence dans ce type d'action);
 - C) Préparation de matériels de diffusion et de plaidoyer, tels que des expositions ou des documentaires, mis à la disposition des organisations et institutions publiques;
 - D) Actions de sensibilisation générales, dans lesquelles la coordination des différents marchés de producteurs à Barcelone joue un rôle de premier plan. Et toujours, en réseau avec d'autres organisations et plateformes.
2. Propositions pratiques de consommation: commerce équitable - XCS importe et distribue dans l'État des produits d'Amérique latine, notamment d'Équateur et de Cuba.
3. Propositions pratiques de consommation: Groupes de consommateurs - XCS coordonne différents groupes de consommateurs écologiques dans la zone métropolitaine de Barcelone.

En 2013, XCS a élaboré et publié un diagnostic sur la situation de l'approche genre dans le mouvement pour une consommation responsable, intitulé **“Les rôles genre dans l'activisme en faveur du Commerce Équitable et de la Souveraineté Alimentaire à l'État espagnol”** (accessible à: <http://xarxaconsum.org/es/recursos/>).

La même année, dans le domaine de l'analyse et de la recherche sur le plaidoyer et la consommation, XCS a développé et publié l'étude **“En tissant des alliances pour une vie durable. Consommation critique, féminisme et souveraineté alimentaire”** (accessible à: <http://xarxaconsum.org/es/recursos/>).

1.3 HYPOTHÈSE

Sur la base de ces études et diagnostics, le présent Document-Cadre repose sur l'hypothèse selon laquelle la pauvreté alimentaire a des causes structurelles (agro-industrie) et présente, en outre, un fort biais de genre, en raison de la division traditionnelle et inéquitable du travail domestique, où les tâches liées à la reproduction et aux soins incombent aux femmes. Nous trouvons particulièrement intéressant de souligner les luttes structurelles et les critiques communes au Nord et au Sud.

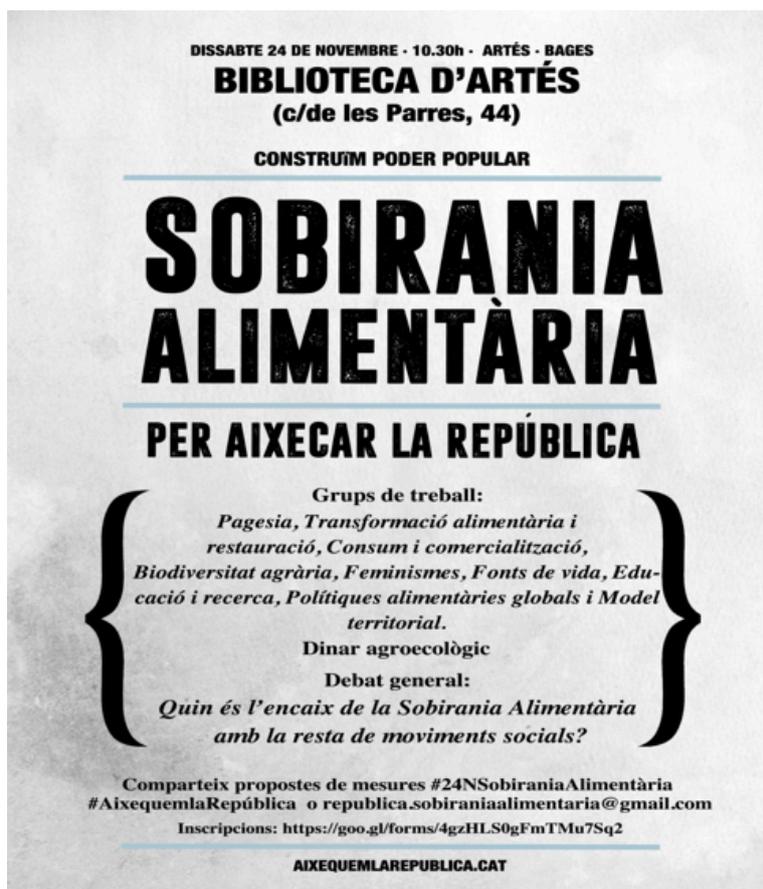
L'alimentation, dans ses processus multiples (production, transformation, élaboration et consommation) est traversée par des biais qui génèrent et/ou sont résultat d'une iniquité de genre: consommation différenciée, division sexuelle du travail, valorisation sociale différente des tâches masculinisées et féminisées, prise de décision sur quoi, comment et quand on produit et consomme, élaboration et commercialisation de produits spécifiques pour femmes renforçant les archétypes, etc. Et cette question est particulièrement importante car elle concerne deux droits reconnus: ceux de la Femme et ceux de l'Alimentation.

1.4 METHODOLOGIE

Il convient de mentionner que ce Document-Cadre a été réalisé entre novembre 2018 et janvier 2019. Pour le réaliser, des sources primaires ont été utilisées lors de deux réunions:

- 1) Le 24 novembre 2018, la journée **“Souveraineté Alimentaire pour soulever la République”** s'est tenue dans la ville d'Artés (Bages), organisée par le mouvement **Aixequem la República!** dont XCS en fait

partie. L'objectif de la journée était la rédaction d'un document rassemblant 50 mesures pour avancer vers la souveraineté alimentaire dans un contexte républicain (accessible à: <http://aixequemlarepublica.cat/doc/Mesures-Sobirania-Alimentaria.pdf>).



2) De même, en décembre 2018, une réunion a s'est tenue à Barcelone avec des représentants de la MMF de l'Europe (Catalogne, Pays basque, Portugal et Royaume-Uni) et d'autres spécialistes de la souveraineté alimentaire et du féminisme afin d'établir un débat et validation du Document-Cadre.





2. CADRE THÉORIQUE

2.1.1 DROIT ALIMENTAIRE AVEC APPROCHE GENRE

Le Droit à l'Alimentation est l'un des droits de l'homme les plus vulnérables reconnus dans le monde au Sud global (mais aussi au Nord) et qui suscite plus d'intérêt pour les institutions publiques et les organisations sociales, ainsi que pour les médias.

À maintes reprises, les propositions visant à lutter contre la pauvreté alimentaire ou les différents dysfonctionnements de la chaîne agroalimentaire sont faites sans tenir compte l'approche genre, avec des résultats qui approfondissent les inégalités entre hommes et femmes. Dans les années 70, Esther Boserup avait déjà montré comment les actions de développement agricole du Sud, visant à lutter contre la pauvreté, augmentaient les revenus des ménages, mais aussi le temps de travail des femmes, et que ceux-ci ne participaient pas aux décisions prises en matière des revenus agricoles. Plus de quarante ans plus tard, l'absence de l'approche genre dans l'analyse du phénomène alimentaire continue de générer des situations similaires, en particulier dans la dernière phase de la chaîne agroalimentaire: la consommation. De même, au Nord également, les propositions de sécurité alimentaire et d'Agro-Écologie (alimentation écologique, saine, vente directe, de proximité, etc.) finissent souvent par retomber sur le dos des femmes; l'alimentation s'améliore, mais au détriment de leur travail, qui est à nouveau invisible. Face à ces discours hégémoniques, il faut diffuser la vision de l'Alimentation en tant que Droit, reconnu dans la Déclaration Universelle de 1948, et défendre la Souveraineté Alimentaire. Au même temps, il est essentiel de mettre en œuvre l'approche genre et les principes théoriques du féminisme dans l'analyse du processus alimentaire et des actions de plaidoyer et d'EpD en faveur au droit à l'Alimentation. L'affectation de la violation du droit à l'Alimentation est inégale entre hommes et femmes en raison des relations inévitables de pouvoir et de la répartition sexuelle du travail.

Le mouvement pour la Souveraineté Alimentaire et le Féminisme sont deux mouvements invisibles puisqu'il s'agit de filiales du secteur agroalimentaire. De plus, les femmes paysannes subissent un double discrimination, celle de paysannes et celle de femmes, d'où le combat de l'agro-éco-féminisme.

Du point de vue Féministe et de Souveraineté Alimentaire, il est nécessaire de revoir le propre concept de consommation comme un simple achat «neutre» de marchandises et les effets sur les messages transmis par les médias, la publicité, les établissements d'enseignement, etc. La consommation doit plutôt être comprise comme l'utilisation de biens et de services pour répondre aux besoins de la vie (par

exemple, la transformation des aliments à travers les matières premières se fait dans la sphère privée en rendant invisible ainsi le travail communautaire). La simple conception de la consommation en tant qu'achat et vente de marchandises rend invisibles les effets sur les femmes, la planète et la nature.

La recherche et la critique sociale que la soi-disant “société de consommation” interprète selon des critères de genre introduisent progressivement des préoccupations et des visions différentes dans le débat sociologique, politique et de la communication. Il en résulte, par exemple, la prise de conscience que le phénomène de la consommation de masse ne peut être mesuré et lu uniquement avec les instruments classiques de la sociologie et qu'une forte connotation de genre doit être incorporée. Si l'unité de consommation par excellence, reconnue dans les statistiques et les politiques publiques, est la famille, au sein de celle-ci, ¿Quel poids ont les dynamiques de genre? Qui décide quoi manger, comment se sont distribués les rôles en face de la consommation quotidienne “forcée” qui garantisse la reproduction et la consommation de biens durables ou de produits de luxe ou de loisirs? D'autres réflexions viennent des mouvements paysans qui ont développé les postulats de la souveraineté alimentaire. Si les femmes sont, historiquement, les protagonistes les moins reconnues et visibles de nombreuses économies paysannes, ¿Quel rôle jouent-elles dans la distribution et la commercialisation des produits alimentaires? ¿Est-il possible d'élaborer un modèle plus équitable et équilibré dans ces domaines sur la base de l'histoire et des expériences des femmes dans la production? Parallèlement à ces réflexions, l'idée est que la praxis alternative aux modèles de consommation dominante (commerce équitable, coopératives et groupes de consommation, formes de consommation “directe”, etc.), soit réellement porteuse d'alternatives et de viabilité sociales, elles doivent intégrer l'approche genre à leur analyse, à leur pratique et à leur existence (Pérez, A. 2013).

Ce phénomène souvent charge la responsabilité des déchets alimentaires à la dernière phase du cycle agroalimentaire, la consommation domestique. Compte tenu de la division traditionnelle et inéquitable du travail domestique dans les sociétés du Sud et de notre pays, dans laquelle les tâches reproductives continuent à incomber aux femmes, la culpabilité du consommateur final en tant que principal responsable du gaspillage alimentaire est fortement sexiste. En définitive, la “femme au foyer” apparaît comme responsable de la mauvaise gestion des achats de maisons (Montagut, X.; Gascón, J. 2014). De même, les propositions en faveur d'une consommation plus saine et socialement plus juste avec les producteurs et les écosystèmes considèrent que le travail de reproduction (préparer des aliments et ne pas compter sur des aliments déjà préparés) doit être augmenté, mais plusieurs fois sans tenir en compte cette division du travail domestique.

2.1.2 L'ÉCONOMIE FÉMINISTE

L'économie féministe met au centre et vise à rendre durable une vie qui vaille la peine d'être vécue. L'objectif d'une vie digne d'être vécue, qui défend le féminisme, inclut une alimentation saine pour tous et toutes. En mettant au centre les besoins de la vie, une alimentation saine pour tous a un impact important sur notre économie: si pour le crématisme l'agriculture est un secteur secondaire, pour la vie c'est un secteur de base. L'économie féministe n'est pas une tentative d'élargir les méthodes et théories existantes pour inclure les femmes. C'est une chose beaucoup plus profonde: elle cherche un changement radical dans l'analyse économique qui puisse transformer la discipline elle-même et permettre de construire une économie qui intègre et analyse la réalité des femmes et des hommes “(Carrasco, 2006).

Pour l'économie traditionnelle, le problème alimentaire mondial se limite à apporter suffisamment de nourriture sur le marché. Pour une économie centrée sur la vie, le problème est d'apporter une nourriture abordable et de qualité pour tous.

3. CONCLUSIONS / PISTES D'ACTION POUR UNE FUTURE RECHERCHE

1. La lutte contre le capitalisme est économique et culturelle. Le capitalisme et la démocratie ne peuvent pas coexister. C'est qui est public n'est pas étatique. On peut comparer le regard féministe à la figure d'un iceberg, mais le féminisme ne peut couvrir d'autres luttes, il est nécessaire de valoriser le travail pour la vie et la chaîne alimentaire, qui inclut la souveraineté alimentaire.
2. Dans l'analyse de la MMF, il a été reconnu que le mouvement paysan doit intégrer l'approche féministe pour s'attaquer efficacement aux inégalités qui se produisent en son sein et les placer à une place centrale dans les priorités, les luttes et les revendications des femmes productrices d'aliments. Dans le monde rural, le patriarcat a un impact plus important, principalement en raison de l'absence de politiques sociales, autant dans la conciliation du travail que dans la vie familiale, ainsi que dans le manque de politiques de soins.
3. On ne peut pas dissocier la consommation du reste de la chaîne agroalimentaire et l'approche doit être intégrale. Pour la MMF, la proposition est la souveraineté alimentaire et le modèle agro écologique de production alimentaire est déjà une proposition transformatrice du système qui lutte contre le capital et sa manière industrielle de produire, de distribuer et de consommer des aliments.
4. Dans les contextes urbains, il est essentiel d'analyser le rôle des femmes en tant que consommatrices. Dans ce domaine, elles peuvent résister à la publicité des grandes entreprises du secteur alimentaire, aux besoins inventés et à l'imposition d'habitudes de consommation standard. Cette position, où les femmes se battent pour la souveraineté alimentaire, peut être un acte révolutionnaire. Les ponts sont construits à partir de l'espace privé, où les femmes ont été confinées, et de l'espace public, où elles luttent contre ce modèle industriel. Cette lutte peut être une source importante pour générer l'autonomisation.
5. Le rôle de la consommation dans la chaîne alimentaire:
 - 5.1. Consommation privée d'aliments. Qu'est-ce qui se passe dans les foyers? ¿Comment et qui organise l'alimentation? Comprendre que c'est une tâche fondamentale qui soutient la vie, qu'elle se fait de manière gratuite et volontairement au foyer, et que, dans la plupart des cas, ce sont les femmes qui s'acquittent de cette tâche, même si elles n'ont pas de reconnaissance sociale. La reconnaissance passe par l'espace public (p. Ex. cuisiniers d'élite et chefs). La responsabilité de travail est fondamentale à cet égard. De même, il est nécessaire de de-mer-

cantiliser et de re-valoriser toutes les connaissances accumulées par les femmes autour de l'alimentation et de la cuisine; c'est toujours une question en suspens dans les mouvements paysans et féministes.

Dans cette perspective, nos modèles de consommation et d'organisation de la vie sont nécessairement altérés, il nous faut du temps pour cuisiner, récupérer nos connaissances en matière de cuisine et de préparation des aliments. Pour cette raison, les aliments doivent jouer un rôle important dans nos vies, non seulement du point de vue de la consommation, mais aussi du point de vue de la nutrition, des connaissances, etc. Ce travail est en train d'être transféré à la grande industrie (qui propose des produits précuits de qualité douteuse) ou à d'autres femmes qui le font de manière invisible.

Il y a de nombreux aspects sans travailler sur ce sujet, car cette consommation "privée" est spécialement destinée aux femmes responsables du soutien des foyers, et comment on peut tomber dans l'erreur de responsabiliser aux femmes de ce type de consommation...

5.1.1 Et non seulement la consommation privée d'aliments, mais aussi celle de plantes médicinales. Il s'agit d'une connaissance accumulée de générations en générations, principalement des femmes, qui conviennent maintenant aux produits pharmaceutiques, qui brevètent leurs utilisations, interdisent leur culture et criminalisent leur utilisation et leur recherche.

5.2. Sur le plan institutionnel, l'intégration des remèdes naturels a été bloquée, face aux intérêts des pharmaciens. Les politiques publiques établissent des protocoles et des utilisations des médicaments chroniques, selon lesquels la moitié de la population prend des médicaments contre le cholestérol ou permet qu'un tiers des enfants navarrais (par exemple) soient traités avec des diagnostics de TDAH, etc. Ils nous ont dépouillées du savoir ancestral, et c'est un savoir que nous avons hérité de nos lignées féminines.

5.2.1. Por otro lado está el consumo público de alimentos, la importancia de los comedores escolares, comedores públicos (democratización de los cuidados -comida-), bancos de alimentos y promover una compra pública responsable y sostenible en nuestras instituciones. Integrar el comedor escolar en el proyecto educativo de los centros públicos y gratuitos, trabajando con criterios de Soberanía Alimentaria (proximidad, ecología, compra directa) y gestionándolo democráticamente por la comunidad educativa de cada centro. Apoyar la gestión y capacidad de contratación por parte de las AFA's (asociaciones de familias), reconociendo las que ya lo hacen y potenciando y apoyando las que lo podrían hacer, como mecanismo de democracia del espacio de mediodía. Del mismo modo, es importante conseguir la gratuidad del servicio de comedor empezando para impedir la subida de los pagos que hacen las familias, a través de financiación pública y elaborar una nueva ley del espacio mediodía como espacio educativo, consensuada con toda la comunidad educativa y que permita la gestión desde los mismos centros (medida 17 ***Aixequem la República***).

6. ¿Cuál es la crisis del consumo?

Ritmo de vida frenético para hombres y mujeres, cambios en las pautas de alimentación (muchos precocinados, dietas muy basadas en azúcares y grasas), poco tiempo para cocinar, pérdida de saberes, recetas caseras de siempre que se pierden, hacemos la compra en el supermercado (todo ultra empaquetado), cadena global del cuidado (mujeres de otros países que hacen las tareas de cuidado para que nos podamos incorporar al mercado laboral patriarcal, un mercado de trabajo diseñado para personas que no tienen que cuidar a nadie).

7. Alianzas con el movimiento feminista:

- a) Integrar la soberanía alimentaria en la agenda del movimiento.
 - b) Integrar las reivindicaciones de las mujeres rurales y productoras en la agenda del movimiento puesto que lo lideran mujeres universitarias y de clase media.
 - c) Compra pública de alimentos sanos, sostenibles y locales.
 - d) Ejemplo de los **auzolanes** vascos (trabajo vecinal) como acciones para atraer a las mujeres urbanas hacia los espacios rurales.
 - e) Trabajar el tema de los hogares, la preparación de alimentos y su relación con el consumo.
 - f) Aglutinar luchas, por ejemplo, con las mujeres migrantes, analizar las leyes de extranjería, etc. Ya que hay una importante mano de obra estacional que trabaja en el sector productivo y está invisibilizada. Es importante elaborar un discurso sobre la migración femenina, pero debe elaborarse conjuntamente con las mujeres del Sur.
8. En Catalunya, existían los SAP (alianzas por la soberanía alimentaria), pero se han ido desactivando. Actualmente, es la organización Arran de Terra quien hace un trabajo interesante sobre los indicadores en materia de soberanía alimentaria (accesible en: <http://indicadors.arrandeterra.org/wp-content/uploads/2018/07/ArranDeTerrall.pdf>).